

La rébellion de la gen Z au Mexique se révèle être un complot de la droite

Wyatt Reed, Kit Klarenberg

Présentées comme un soulèvement spontané mené par des jeunes contre la corruption, les violentes

Présentées comme un soulèvement spontané mené par des jeunes contre la corruption, les violentes manifestations qui ont éclaté ce mois-ci à travers le Mexique ont été soutenues par des oligarques locaux et un réseau international de droite déterminé à renverser la présidente populaire Claudia Sheinbaum.

Les violentes manifestations qui ont éclaté dans plus de 50 villes du Mexique le 15 novembre ont été secrètement financées et coordonnées par un réseau international d'extrême droite, puis amplifiées par des réseaux de bots, selon les conclusions d'un nouveau rapport publié par la plateforme publique de vérification des faits Infodemia.

Ces conclusions ont été amplifiées par la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, qui s'est interrogée sur le rôle que les partis d'opposition liés aux cartels mexicains et l'ingérence étrangère ont pu jouer dans l'exacerbation des manifestations dites « Gen Z » du 15 novembre. Les manifestations ont fait environ 120 blessés, dont plus de 100 policiers, selon un communiqué des autorités.

Le [rapport Infodemia](#) a retracé les origines de ce mouvement artificiel jusqu'à un réseau obscur composé d'influenceurs des réseaux sociaux auparavant apolitiques, de figures de l'opposition mexicaine et d'oligarques fortunés, qui sont accusés d'avoir financé le chaos à hauteur de 90 millions de pesos (environ 5 millions de dollars américains). Parmi les principaux organisateurs figuraient un jeune influenceur fortuné nommé Carlos Bello, le fraudeur fiscal en série le plus tristement célèbre du Mexique, Ricardo Salinas Pliego, et les opérateurs de comptes anonymes sur les réseaux sociaux qui ont mystérieusement attiré des centaines de milliers d'abonnés sur Twitter/X, Instagram et TikTok en seulement quelques semaines.

Début octobre, Carlos Bello, 31 ans, est passé du statut d'influenceur lifestyle [exhibant son argent](#) et [ses voitures](#) de sport à celui de figure politique controversée après avoir critiqué le gouvernement mexicain et exhorté les jeunes membres de son public à « faire valoir leurs droits » lors d'un forum organisé par la Chambre des députés. Dans un style rhétorique clairement inspiré de Donald Trump, Bello a mélangé des observations banales sur le fait que le gouvernement était devenu déconnecté des demandes des gens ordinaires avec des propos de droite sur la nécessité d'un « homme d'affaires » prospère comme lui pour redynamiser le système. Le message a été republié par Pliego, qui s'est révélé être un adversaire virulent du gouvernement mexicain après que celui-ci [ait ordonné](#) à son conglomérat Grupo Salinas de payer plus de 50 milliards de pesos (2,6 milliards de dollars) d'arriérés d'impôts.

Bello a insisté sur le fait qu'il n'était affilié ni au parti Morena au pouvoir, ni au « PRIAN » – une référence aux partis PRI et PAN, favorables à l'establishment et sclérosés, qui ont dirigé le Mexique pendant près de 90 ans avant que Morena ne soit porté au pouvoir par une victoire écrasante de l'ancien président Andrés Manuel López Obrador lors des élections de 2018. Pourtant, deux semaines plus tard, Bello a commencé à [promouvoir](#) Alessandra Rojo, une maire de Cuauhtémoc qui appartient au parti successeur du PRIAN, Force et cœur pour le Mexique.

C'est Bello qui a annoncé le 12 octobre qu'une « marche » était en cours d'organisation et que la date avait déjà été fixée. « Ils n'ont pas le pouvoir », a déclaré Bello dans une [publication TikTok](#), tout en diffusant une vidéo de l'assemblée législative mexicaine. « Nous avons tous le pouvoir, et

le Mexique a besoin que nous le démontrions aujourd'hui plus que jamais. »

Bien que son discours ait « réveillé de nombreux Mexicains », Bello a insisté sur le fait que « nous ne pouvons pas nous limiter aux mots » et a conclu que « le moment est venu de passer à l'étape suivante ».

Le jour même, un compte intitulé « Révolutionnaires mexicains » a été ouvert sur TikTok. Quatre jours plus tard, le 16 octobre, la page Mexican Revolutionaries a publié le premier appel à manifester le 15 novembre. La même semaine, un autre compte qui a joué un rôle central dans la violente manifestation, « We Are Generation Z Mexico », a diffusé en direct une vidéo promouvant les manifestations, qui a immédiatement été partagée par Henrique « Kike » Mireles, porte-parole du parti PAN dans l'État de Querétaro.

Ces appels à l'action ont rapidement été amplifiés par une série de comptes que les chercheurs d'Infodemia ont identifiés comme présentant un comportement inauthentique. Ils ont notamment signalé des dizaines de comptes qui comptaient moins de dix abonnés et qui n'avaient été créés qu'en octobre ou novembre 2025.

La grande majorité de ces comptes arboraient l'image d'un drapeau pirate tiré de l'anime japonais One Piece, que l'on a souvent vu lors de manifestations antigouvernementales prétendument menées par des jeunes à travers le monde depuis le renversement du Népal à l'été 2025. Ces comptes semblaient suivre l'exemple des pages Mexican Revolutionaries et Gen Z Mexico, qui ont adopté ce logo la semaine même où elles ont lancé des appels à la révolte.

Dans les jours qui ont précédé les violences au Mexique, la page We Are Generation Z Mexico a publié une série de messages contradictoires, dont un [message](#) daté du 12 novembre exhortant les manifestants à ne pas « vandaliser » ni « détruire », quelques heures avant qu'un autre [message](#) publié par le même compte ne montre à ses abonnés comment utiliser des meuleuses d'angle et la force physique pour démonter les barricades métalliques installées pour empêcher les manifestants d'atteindre le palais présidentiel.

Generation Z Mexico se décrit comme « non partisane » dans son profil, mais le compte a publié depuis 2024 divers messages appelant à un changement de régime au Venezuela.

Bien qu'il prétende parler au nom de toute la génération des jeunes Mexicains, un [sondage](#) réalisé en octobre 2025 par El Financiero, lié à Bloomberg, a révélé que la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum bénéficie du soutien des deux tiers des plus jeunes électeurs de son pays. Néanmoins, les médias occidentaux ont largement repris le discours de Gen Z Mexico, [présentant](#) systématiquement le chaos comme un soulèvement massif de jeunes militants contre un supposé « narco-gouvernement ».

Alors que les revendications initiales des manifestants visaient principalement à obtenir la démission de la présidente Sheinbaum, les organisateurs ont changé de stratégie après [l'assassinat](#) d'un maire anti-cartel de premier plan, Carlos Manzo. En utilisant ce meurtre comme arme contre Sheinbaum, les manifestants ont ignoré la [répression concertée](#) menée par son administration contre le trafic de stupéfiants local, qui a conduit à des dizaines de milliers d'arrestations, des dizaines d'expulsions, la saisie de grandes quantités de substances illicites et la perturbation massive des activités des cartels.

Les manifestations de la « génération Z » ont également reçu le [soutien inconditionnel](#) de Vicente Fox, l'ancien président mexicain de droite dont le chef de la sécurité, Genaro García Luna, a été [condamné](#) pour trafic international de drogue en collaboration avec le célèbre cartel de Sinaloa, et qui [croupit](#) aujourd'hui dans la même prison américaine de très haute sécurité que le tristement célèbre baron de la drogue Joaquín « El Chapo » Guzmán. Les responsables du département d'État ont par la suite admis qu'eux-mêmes et l'administration Fox [étaient au courant](#) de la collusion entre García Luna et les cartels, mais qu'ils n'avaient rien fait parce qu'« ils devaient travailler avec lui ».

Pour sa part, la présidente Sheinbaum [a affirmé](#) que les manifestations avaient été « encouragées depuis l'étranger ». Bien que les médias grand public aient largement présenté ses commentaires comme une théorie du complot farfelue, les affirmations de la présidente ne sont pas sans fondement.

L'un des médias qui [a encouragé](#) les manifestations et diffusé des vidéos montrant des [brutalités policières](#), Animal Politico, fait partie d'un ensemble de médias mexicains et d'organisations de la société civile financés à coups de [sommés colossales](#) par le National Endowment for Democracy, l'organisme du gouvernement américain chargé de promouvoir les [changements de régime](#).

Animal Politico [offre ouvertement](#) aux entreprises et aux annonceurs la possibilité de placer et de promouvoir du contenu sponsorisé rédigé par des « journalistes » internes sur ses pages virtuelles, en échange de frais élevés. Parmi [ses sponsors](#) figurent diverses entreprises occidentales, notamment Alphabet Inc, la société mère de Google, Astra Zeneca, la Fondation Ford [liée à la CIA](#) et les Open Society Foundations de George Soros, qui ne sont pas exactement des partisans des politiques nationalistes de gauche du gouvernement de Sheinbaum.

Certaines des [couvertures](#) les plus positives dont ont bénéficié les manifestations provenaient de Real America's Voice, le réseau de droite de l'ancien chef de cabinet de Trump, Steve Bannon. Bannon [a mené la charge](#) pour que Trump autorise des frappes militaires américaines sur le territoire mexicain au motif de lutter contre les cartels de la drogue.

Un [article du New York Times](#) du 15 novembre citait de nombreux participants à la manifestation, pour la plupart des jeunes, appelant au renversement du gouvernement, sans toutefois formuler de revendications concrètes. Une personne interrogée par le Times était un « acteur et chanteur » de 21 ans qui a déclaré explicitement : « Le but de cette marche est précisément de destituer la présidente. » Il ne savait « pas trop » ce qui se passerait si Sheinbaum démissionnait, mais pensait que « la destituer était le début de quelque chose ».

Un étudiant de 19 ans a encouragé l'esprit insurrectionnel, mais a reconnu qu'il était très improbable que les manifestations aboutissent : « Nous n'allons évidemment pas obtenir la révocation [de Sheinbaum], car c'est trop extrême. » Il a ajouté que les manifestations visaient plutôt à « faire savoir au gouvernement que nous sommes prêts à aller aussi loin. Car lorsque ceux qui sont en bas se mobilisent, ceux qui sont en haut tombent. » Pendant ce temps, un agriculteur sexagénaire a plaidé en faveur d'une « intervention » américaine, « la seule solution » à la prétendue « emprise » des cartels sur le pays.

Le New York Times a révélé que les manifestants avaient organisé les émeutes à l'aide de l'application de messagerie [Discord](#), où « plusieurs » utilisateurs sont allés jusqu'à préconiser de faire irruption dans le palais présidentiel. Par coïncidence, les violentes manifestations qui ont renversé le gouvernement népalais début septembre ont également été coordonnées via Discord. Les parallèles entre ces troubles, qui portaient également de nombreuses caractéristiques d'une [révolution de couleur](#) soutenue par les États-Unis, ne s'arrêtent pas là.

Comme au Mexique, [les médias ont présenté](#) les bouleversements au Népal comme étant menés par des éléments locaux désabusés de la « génération Z », qui sont descendus dans la rue en brandissant des pancartes et des drapeaux arborant le drapeau pirate de One Piece. Le dirigeant intérimaire du Népal [a également été choisi](#) par un vote sur Discord, et une [image](#) largement diffusée du décompte des voix montre que le nouveau chef de l'État n'a obtenu qu'un peu moins de 4 000 voix, soit une fraction négligeable de la population du pays, qui compte 30 millions d'habitants. Les manifestants mexicains ont également utilisé Discord pour discuter du remplacement de Sheinbaum.

Selon le New York Times, parmi les successeurs proposés figuraient des oligarques tels que « le milliardaire arrogant Ricardo Salinas Pliego, qui est devenu l'une des voix les plus agressives de l'opposition ». Pliego est un néolibéral convaincu et [l'un des citoyens les plus riches](#) du Mexique,

qui a été accusé par les autorités d'avoir orchestré les troubles. [En réponse](#), il a exigé avec colère qu'elles « présentent une seule preuve des mensonges qu'elles répandent sans aucun scrupule à mon sujet ».

Bien que les preuves de l'implication de Pliego restent circonstanciées, [celui-ci n'a pas caché](#) son soutien aux violentes manifestations antigouvernementales. Il bénéficie également de relations internationales notables.

Par exemple, [en mars 2023](#), il a lancé l'Universidad de la Libertad, afin de « promouvoir les principes du libre marché, le développement des entreprises et l'innovation » au Mexique, en collaboration avec [l'Atlas Network](#). Cette organisation [financée par des entreprises américaines](#) représente un réseau de centaines de think tanks « libéraux », [associés](#) au département d'État américain et au [NED](#). Le réseau accorde chaque année des [subventions](#) à des « organisations pro-liberté » dans le monde entier, pour un montant total de plusieurs millions de dollars, et promeut le projet de la droite dans toute l'Amérique latine.

Atlas a été impliqué dans divers coups d'État soutenus par les États-Unis en Amérique latine, notamment la tentative de renversement en 2019 du premier président indigène de Bolivie, Evo Morales. [Parmi les bénéficiaires](#) du parrainage d'Atlas figure Jhanisse Vaca-Daza, une écosocialite de la classe supérieure que The Grayzone [a dénoncée](#) en 2019 comme l'une des principales instigatrices du coup d'État qui a renversé la démocratie bolivienne.

Le Centre pour la diffusion d'informations économiques ([CEDICE](#)), basé à Caracas, est un autre bénéficiaire du financement d'Atlas Network. Depuis sa création en 1984, il milite en faveur de réformes capitalistes favorables aux entreprises. En avril 2002, il a joué un [rôle clé](#) dans le [coup d'État orchestré par les États-Unis](#) qui a temporairement renversé le président élu Hugo Chávez, recevant à cette fin des dizaines de milliers de dollars de la NED.

Si les troubles qui ont récemment secoué le Mexique constituaient une tentative de changement de régime, celle-ci a également échoué. Cependant, elle pourrait n'être que la première salve d'une guerre plus large contre l'administration Sheinbaum. Donald Trump a exprimé sa consternation face à ces troubles, [laissant entendre](#) qu'une action militaire pourrait être envisagée à l'avenir. Il avait [auparavant salué](#) Sheinbaum comme une « femme courageuse », mais affirmait que le pays était « dirigé par les cartels ». Depuis l'investiture de Trump, des rumeurs [circulent](#) selon lesquelles la CIA et l'armée américaine [se préparent](#) à un déploiement secret au Mexique, un acte que le gouvernement mexicain considérerait comme hostile.

« J'ai observé Mexico ce week-end. Il y a de gros problèmes là-bas... Je ne suis pas satisfait du Mexique », a déclaré le président américain [en réponse](#) aux manifestations du 15 novembre. « Est-ce que je lancerais des frappes au Mexique pour mettre fin au trafic de drogue ? Ça ne me pose aucun problème. Nous ferons tout ce qu'il faut pour mettre fin au trafic de drogue. »

Les organisateurs des émeutes ont depuis [appelé les manifestants](#) à se rassembler à l'Université nationale autonome du Mexique le 20 novembre.

Source : [The Grayzone](#)

Traduit de l'anglais au français.